

Pour ce qui est de la défense, du devoir de la préparer, le Gouvernement est à la remorque de l'opinion publique. Au lieu de guider la population canadienne, il se laisse guider par elle. Ou plutôt, il est contraint de regarder en face la situation internationale et de décider qu'il est grand temps pour le Canada d'assurer sa propre sécurité et celle de ses alliés.

Il y a à peine une session ou deux, le ministre de la Défense nationale disait à la Chambre que les troupes de défense canadiennes étaient parfaitement capables de repousser une première attaque ou un raid dirigé contre notre pays. Quelle fatuité apparaît aujourd'hui dans une telle déclaration!

Le Canada aura un programme de réarmement triennal de 5 milliards de dollars.

Les Canadiens ne peuvent qu'espérer et souhaiter que la Russie temporise et attende que le Canada et ses alliés de l'Atlantique-Nord se préparent à la guerre, avant de mettre le feu au baril de poudre qui fera éclater la guerre mondiale.

Les Canadiens ne peuvent qu'accepter le programme de réarmement tracé par le ministre. Ils en comprennent la nécessité. Ils espèrent, comme lui, qu'il atteindra son but, celui de démontrer à la Russie qu'en fin de compte le parti le plus sage est celui de la paix. Mais ils ne peuvent se défendre de craindre que le Gouvernement ne se soit mis à l'œuvre trop tard.

Il y a un autre drame qui fait le pendant de la tragédie de la défense nationale. C'est celui qui se déroule quotidiennement dans les foyers canadiens de toutes les parties du pays, le foyer des pensionnés, celui des salariés, les foyers ruraux et urbains. C'est le drame d'une parcimonie fastidieuse et quotidienne pour joindre les deux bouts. C'est le drame de la ménagère de Sarnia, d'Ottawa, de Winnipeg, de Vancouver qui lutte sans espoir contre la hausse du prix de la vie. C'est une lutte âpre pour la ménagère qui a de petits enfants; l'argent du ménage se fait si rare qu'on doit sacrifier certains aliments pour acheter des vêtements, ou vice versa pour que toute la famille puisse manger. Ici encore le Gouvernement s'obstine à ne pas prendre les mesures que commande la situation.

Immédiatement après la dernière guerre, le parti conservateur-progressiste a préconisé l'abolition des régies. J'étais d'avis alors, et je le suis encore, qu'une telle mesure à l'époque aurait contribué à stabiliser plus rapidement notre économie, qu'elle aurait fait disparaître les pénuries artificielles et les soutiens artificiels des prix. Le Canada s'efforçait de revenir à une économie intégralement de temps de paix.

[M. Murphy.]

Aujourd'hui la situation n'est plus du tout la même. On ne peut plus dire que notre économie soit une économie de temps de paix. Le Gouvernement a lancé un programme de régies en vue de canaliser les matières essentielles vers la production pour la défense. Les besoins du jour, de l'heure, exigent une telle ligne de conduite. Mais, de plus, le gouvernement, par ses millions de dollars de commandes en fournitures et en production pour la défense, a aggravé la situation inflationniste déjà critique pour des centaines et même des milliers de familles canadiennes.

Le gouvernement canadien laisse maintenant chaque dollar consacré à la défense enchérir sur celui de la ménagère canadienne. C'est une concurrence injuste. Par ses achats en masse et par la canalisation des matériaux, le gouvernement restreint la disponibilité des denrées et des marchandises sur le marché du consommateur. Cette pénurie fait monter constamment les prix des articles qu'on y trouve encore. Autrement dit, la ligne de conduite actuelle du gouvernement non seulement maintient, mais aggrave l'inflation. Dans ces conditions, il est maintenant normal qu'à titre de député du parti conservateur-progressiste, je me prononce clairement en faveur d'une régie des prix au Canada.

En réalité, vu l'immensité des dépenses de défense imposées à l'économie canadienne et contribuant à l'inflation, je crois personnellement que le simple fait d'immobiliser les prix ne suffit pas. Cette mesure serait insuffisante; elle viendrait trop tard.

Je crois que notre Gouvernement, pour une fois, devrait donner des preuves tangibles de ses prétentions si souvent entendues de s'occuper de la classe ouvrière ordinaire en diminuant, et je dis bien diminuant, les prix au point où le dollar canadien valait un peu plus que cinquante cents.

Ce n'est pas une proposition en l'air. Le Gouvernement peut profiter de l'expérience acquise durant la dernière guerre. Il peut se prévaloir de l'aide du Bureau fédéral de la statistique, qui dispose d'un personnel nombreux et de rouages évalués à plusieurs millions de dollars. En outre, il y a encore au ministère du Commerce les vestiges d'une organisation de régie qu'il pourrait facilement remettre sur pied. Il n'y a aucun doute que les rouages nécessaires à une régie sélective des prix seraient coûteux. Mais, j'estime que le bien-être de la population canadienne a autant d'importance du point de vue de la défense que tout autre aspect de l'effort national. Par négligence, par manque de préparation ou d'une direction énergique et éclairée, la bataille que nous livrons en vue